

RESOLUTIONS

Les annonces ont été faites, l'illusion d'une concertation a été mise en scène, les textes sont publiés ou prêts de l'être : 2010 va être l'année où sous nos yeux va se poursuivre le démontage pan par pan de notre système éducatif, de la maternelle à l'université, de la formation des enseignantEs, de la poste et des autres services publics puis des retraites... Et tout ça avec une soumission aux puissances financières capitalistes qui vivent de « la crise », patronales qui détournent les richesses produites, religieuses et impérialistes, qui couvrent quand elle n'attisent pas l'exploitation, l'obscurantisme, les guerres et le pillage des ressources naturelles au profit d'une minorité... Et aussi une répression des opposantEs, des jeunes, des immigrés, et une attaque des libertés, qui ne sont pas sans rappeler les périodes sombres de notre histoire.

Comment en 2010 mettre Sarkozy, sa bande et ceux dont ils sont les exécutants serviles, hors d'état de nuire ? Voilà le sacré problème dont la résolution importe à l'ensemble des travailleurEs de ce pays et aux organisations qui sont censées les défendre.

Face à cette nouvelle année horrible annoncée, les directions syndicales y vont de leurs « bonnes résolutions » : une grève, le 21 janvier, dans la fonction publique et une manifestation nationale le 30 dans, l'Education.

Ce nouveau dispositif de mobilisation (étaient initialement prévues grève le 14 janvier et manif le 21), butte sur les congés décalés de février et incidemment sur le congrès de la FSU.

Pour marquer enfin une résolution à la hauteur de l'offensive gouvernementale et de l'attente des travailleurEs qui à chaque fois qu'on leur en a donné l'occasion (29 janvier et 19 mars 09, LKP aux Antilles,...) ont montré leur désir d'en finir avec ce régime, il faut de tout autres résolutions :

- se prononcer et agir contre TOUT ce qui vient de ce pouvoir disqualifié, ne pas trier les quelques mesures moins repoussantes, parmi la masse des « réformes ». La cohérence de l'ensemble de cette politique rétrograde annule de toute façon la portée des dispositions qui seraient plus acceptables en apparence, et qui ne sont là que pour appâter le « gogo syndical » ;
- dénoncer le « dialogue social » de Sarkozy et cesser de lier la reconnaissance et la survie des organisations syndicales à cette conception du compromis social : Quand un contrat n'a pas ou plus de raison d'être ou bien est entaché de nullité on prononce sa « résolution » ;
- n'avoir de cesse d'explicitier dans les médias syndicaux, dans les AG, dans l'opinion, le monde abject qu'entend construire ce pouvoir en faisant le choix de la clarté revendicative (le retrait de toutes les réformes et projets, les 300 euros pour touTEs, les 37, 5 annuités pour une retraite pleine à 60 ans, la titularisation de tous les précaires, l'arrêt immédiat de la répression et des mesures liberticides...). Le flou -on dit maintenant : « basse résolution », les reniements, ne visent qu'à entretenir d'illusoires unités, destinées à se déliter juste au moment où le rapport de force menace le pouvoir (comme en 95 et en 2003)
- appeler les AG à voter la grève reconductible dès la rentrée et à généraliser cette grève à l'ensemble des secteurs, de façon à faire des 21 et 30 janvier, non de rituelles actions saute mouton, mais des étapes coordonnées du mouvement à construire pour espérer gagner sur les revendications. La contre partie de cet appel aux AG, c'est l'engagement qu'elles pourront se coordonner avec le soutien syndical et décider la poursuite de l'action en fonction de l'évaluation du rapport de force.

C'est à ce prix que les résolutions des congrès syndicaux seront autre chose que des lettres mortes pour amuser la galerie et que les luttes en cours trouveront d'autres résolutions que les élections régionales.

Olivier Vinay